

FRODEBU
15 JANVIER 1991

POUR UN AVENIR SUR ET RASSURANT POUR NOUS TOUS.

Réflexions sur une meilleure gestion
de la phase de transition au Burundi.

1.- Le Burundi s'achemine aujourd'hui vers des changements constitutionnels et institutionnels importants. Ceux-ci constitueront certainement la base sur laquelle le peuple Burundais pourra construire un pays qui soit réellement un havre de paix, de liberté et d'épanouissement de tous sans suspicion mutuelle entre les fils de ce pays et sans risque de dérapages comme le redoutent certains. Tout cela bien sûr à une condition : pourvu que tous ces changements soient pensés par tous et menés dans l'intérêt de tous.

2.- Ces changements indispensables et inéluctables tournent autour d'un mot : LA DEMOCRATIE. C'est ainsi qu'aujourd'hui le débat sur le monopartisme ou le multipartisme comme formes à travers lesquelles peut s'envisager la gestion démocratique de notre pays bat son plein même s'il ne sera officiellement amorcé que dans quelques mois. Un tel débat s'annonce intéressant tant l'inquiétude des uns est profonde alors que d'autres nourrissent beaucoup d'espairs dans les capacités du système pluraliste à résoudre les problèmes de tous genres auxquels notre pays est confronté. Il importe donc que ce débat soit sain. Il s'agit, pensons-nous, d'envisager de profondes réformes dans notre système politique. Il faut préparer et garantir, en voie de conséquence, des assises solides à ces changements combien attendus pour qu'ils reposent sur un véritable consensus national. Ceci parce que l'avenir du Burundi appartient à toutes les filles et à tous les fils de ce pays. Peu important nos appartenances idéologiques ou politiques actuelles ou futures pourvu qu'elles ne tendent pas à détruire notre pays.

3.- Dans la marche actuelle vers la démocratie pluraliste, tous les protagonistes doivent procéder loyalement et se soucier davantage de mettre sur pied un système droit, juste et viable au lieu d'être uniquement obnubilés par le souci de consolider ses propres positions. Cette démocratie ne doit pas seulement être pensée en se limitant aux partis politiques. Il faut aussi s'ouvrir aussi largement que possible à l'émergence et à la consolidation d'autres contre-pouvoirs comme une véritable presse libre, des associations de défense des droits de l'homme, ou la création de syndicats libres. Qu'en est-il alors aujourd'hui au Burundi ?

Il nous apparaît que beaucoup d'efforts restent à faire. Nous constatons en effet que le parti UPRONA qui s'affiche comme le "pont" sur lequel passeront toutes les réformes attendues, se comporte comme si les choix étaient déjà faits allant ainsi à l'encontre des mises en garde qu'il ne cesse d'adresser aux démocrates conséquents qu'il qualifie de "pressés". Aujourd'hui, les faits crèvent les yeux. L'UPRONA est engagé dans la "course au clocher", il est en campagne électorale qu'il mène par des voies subtiles qu'il espère mettre à profit pour étouffer dans l'oeuf les autres formations politiques encore en gestation ou évoluant toujours dans la clandestinité.

4.- Nous voudrions, à travers ces réflexions, exprimer notre inquiétude sur cette démarche déloyale de l'UPRONA qui peut compromettre la stabilité que nous cherchons à atteindre à travers une volonté sans faille de conduire notre pays dans la voie d'une gestion démocratique pluraliste. Il faut croire aux bienfaits d'un système politique pluraliste et l'introduire correctement. Malheureusement, il est apparu au grand jour que ce souci n'est pas partagé par certains partisans très zélés de l'UPRONA pour lesquels l'important est que ce parti se cherche tous les atouts pour se maintenir au pouvoir même en faisant fi des simples règles de la procédure démocratique. En effet, le "Congrès Extraordinaire Elargi" que ce parti vient d'organiser avait entre autres objectifs l'adoption, à son niveau, de la "Charte de l'Unité Nationale". Ce document, présenté comme le texte de référence, en fait la plate-forme idéologique qui servira de soubassement à la gestion du Burundi de demain, a suivi une procédure irrégulière.

Il est un fait sur lequel on ne doit pas discuter aujourd'hui. C'est que les Burundi avons besoin réellement d'une plate-forme idéologique qui soit la base et la référence de tout ce qui doit et peut être fait pour construire le Burundi. Cette plate-forme doit garantir nos intérêts vitaux notamment ceux liés à l'existence même de la Nation Burundaise. Tout patriote conséquent doit souscrire et adhérer à cette plate-forme. Celle-ci doit, par conséquent, résulter d'un vaste consensus national seul garant d'une adhésion totale et profonde de tous ceux qui, aujourd'hui et demain, aspirent à participer à la gestion publique de notre pays. Dans ce souci de bâtir sur du solide, il est donc exclu qu'une seule formation s'arroge le droit d'imposer aux autres formations un texte adopté dans son Congrès, fut-il "extraordinaire" et "élargi".

5.- L'on pourrait nous rétorquer que le débat sur le projet de la "Charte de l'Unité Nationale" a été largement mené dans toutes les sphères, couches et catégories sociales de la Nation aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Nous croyons que l'on aurait procédé démocratiquement si l'adoption du projet à soumettre au référendum populaire (prévu pour le 5 février prochain) avait préalablement procédé d'une conférence où toutes les forces politiques, sociales et morales de ce pays auraient délégué leurs représentants et non par un Congrès d'un parti qui ne constitue aujourd'hui qu'une sensibilité politique parmi tant d'autres. On a vu d'ailleurs que cette sensibilité, profitant de sa position au pouvoir, n'a rien épargné pour faire adopter un document à sa dévotion. Le fait d'avoir présenté une motion d'adoption d'un texte amendé (par rapport à celui présenté publiquement le 16 mai 1990), sans que les amendements proposés par la population et ceux acceptés par la Commission Nationale Chargée d'Etudier la Question de l'Unité Nationale soient portés à la connaissance des congressistes, démontre à suffisance que ce Congrès était bien verrouillé. Sans devoir nous ingérer dans la vie intérieure d'un parti, nous considérons que ce fait est grave et fort préjudiciable à l'avenir politique de notre pays.

6.- A entendre les positions exprimées par certaines personnes originaires du milieu rural lors du dernier Congrès de l'UPRONA, on aurait l'impression que ces derniers rejettent catégoriquement toute perspective d'instauration d'un système politique pluraliste dans notre pays. Certains ont même manifesté un semblant d'hostilité notoire qu'ils expliquaient par les difficultés que le pays a connues durant l'éphémère expérience du multipartisme dans notre pays (1961-1966). Saisissant la balle au bond, certains intellectuels (dirigeants ou non) évoquent ces années comme des épouvantes et expliquent les souffrances que le pays a endurées au cours de ces années comme les conséquences de la présence de plusieurs partis !

7.- Nous pensons qu'il est grand temps de restituer correctement notre histoire post-coloniale. Ce n'est pas l'existence de plusieurs partis qui a mis le pays à feu et à sang. La raison est à chercher ailleurs. Du reste si on faisait un bilan (oh qu'il serait macabre !), on constaterait que c'est sous le règne du parti unique (1966-1991) que notre pays a enduré les plus terribles de ses souffrances: les massacres interethniques qui ont soustrait la vie à des centaines de milliers de nos compatriotes, l'exil forcé de centaines de milliers de Burundais, les exclusions de tous genres avec leur cortège de frustrations qui émaillent l'histoire

post-coloniale de notre pays, la corruption, la mauvaise gestion, les détournements des deniers publics; autant de méfaits qui ont failli emporter la Nation Burundaise au cours de ces 25 dernières années! Le peuple burundais a été donc intoxiqué par des pouvoirs en mal de popularité qui cherchent aujourd'hui à expliquer leurs trahisons et leurs échecs par la faute d'un multipartisme qui n'a été que passager dans ce pays. Nous pouvons même affirmer, pour paraphraser une importante personnalité politique africaine, que "c'est le parti unique qui a fait le lit au tribalisme". En tous cas, ici chez nous, c'est sous le règne du parti unique que les affres de la division ont conquis et dominé la scène politique et administrative de notre pays. Voilà la réalité historique qu'il faut avoir le courage de dire à notre peuple au lieu de chercher à exploiter et à se réfugier derrière des attitudes affichées par certains congressistes manifestement manipulés.

8. - La tricherie dont font preuve certains de nos compatriotes qui tentent de présenter le multipartisme comme la source de nos maux doit donc prendre fin. Nous ne pourrons jamais construire l'avenir de notre pays en recourant au mensonge et à la mauvaise foi.

Le mal dont nous souffrons n'est pas dû au multipartisme. Nous affirmons plutôt qu'il peut être soigné par l'instauration d'un système politique pluraliste bien pensé, bien mené et bien vécu. La question qui se pose aujourd'hui est simple: comment, compte tenu des aspirations légitimes d'une opinion nationale pluraliste de plus en plus forte et qu'on ne peut plus passer sous silence, comment, compte tenu des traumatismes vécus par un peuple qui a été trahi par ses dirigeants, comment, compte tenu d'un environnement international où la démocratie pluraliste et le respect des droits et libertés fondamentaux de la personne humaine sont devenus la référence partout partagée, comment donc gérer le multipartisme dans la perspective d'en faire un facteur de stabilité institutionnelle, un facteur de paix, de progrès social et économique? Telle est la question.

9. - Il nous faut, au Burundi, un système pluraliste qui nous rassure tous, un système qui, à travers sa charpente, élimine toutes les possibilités de négation de l'autre, du droit à son existence et à la jouissance complète de ses droits de citoyen, bref un système pluraliste qui, à travers la diversité qu'il permet, réunit en son sein un ensemble de mécanismes constitutionnels, institutionnels, juridiques et réglementaires qui rassurent tous et chacun dans cet élan vers une société moderne et avancée, une société pleine d'espoir pour un avenir de paix et de liberté.

Un tel système ne peut résulter que d'une réflexion collective. Il doit procéder d'un vaste consensus national fruit d'un débat, d'un partage d'idées entre toutes les forces politiques, sociales et morales qui à travers les différentes sensibilités s'expriment aujourd'hui sur l'avenir de notre pays.

Voilà pourquoi l'idée d'une Conférence nationale sur l'avenir de notre pays reste d'une pertinence et d'une opportunité sans précédent. Cette Conférence nationale donnerait à toutes les forces sociales, politiques et morales de notre pays l'occasion de définir convenablement notre avenir et éloigner dès le départ tout ce qui pourrait le compromettre.

10.- Une telle démarche nous paraît la mieux appropriée pour conduire le Burundi, notre pays, aux progrès politiques, économiques et sociaux que nous recherchons. Que chacun se souvienne de cette petite phrase que le Président de la République a prononcée le 6/10/1988 : "je veux un pays sûr pour tous et pour chacun". C'est ce pays que nous voulons tous et nous devons oeuvrer ensemble pour le construire. Ainsi, s'agit-il maintenant d'emprunter la voie non seulement la plus efficace mais aussi la plus rassurante pour nous tous aussi bien les Burundais de l'intérieur que ceux de la diaspora.

Nous devons tous savoir que nos intérêts particuliers, y compris ceux que nous exprimons à travers nos différentes sensibilités, ne peuvent se réaliser que sur base d'un minimum consensuel sur la gestion politique du pays. Il faut éviter que l'intérêt général souffre d'une tricherie.

C'est pourquoi, il est indispensable que les conditions suivantes soient réunies pour nous garantir cet avenir que d'aucuns veulent sûr et rassurant.

Primo : Que durant cette deuxième phase de transition, le Chef de l'Etat ne soit plus le Chef d'une sensibilité politique quelconque. Il doit se mettre au-dessus de tous les courants pour qu'il puisse assurer pleinement, sereinement et sans tentation de parti pris les changements indispensables.

Secundo : Il est indispensable que le pays soit dirigé durant cette période de transition, par un Organe Suprême où toutes les sensibilités politiques et sociales qui cherchent à influencer positivement, dans la paix, le respect et la tolérance mutuels, seraient représentées.

Tertio : Cet Organe Suprême devrait être mis sur pied par une Conférence nationale où toutes les forces politiques, sociales et morales et les sensibilités à travers lesquelles elles s'expriment devraient être représentées.

La tenue d'une telle Conférence exige à son tour l'abrogation de l'arrêté-loi no 031/34 du 23 novembre 1966 érigeant l'UPRONA en parti unique. Cette abrogation devrait être accompagnée d'un décret permettant l'expression publique des sensibilités politiques.

Dès lors, le Président de la République pourrait entrer en contact avec les représentants de ces différentes sensibilités pour mettre sur pied un Comité de Coordination chargé de préparer cette Conférence nationale.

Ici, il faudrait exploiter le génie de notre peuple en faisant preuve d'un patriotisme sans faille et sans calculs mesquins et égoïstes.

Cette Conférence nationale devrait poser des jalons solides qui contribueraient à cimenter l'idéal démocratique dans notre pays. Pour cette raison, elle devrait se préoccuper de résoudre les problèmes suivants:

a/. La discussion d'une plate-forme idéologique qui servirait de référence pour toute action politique et que toutes les sensibilités devraient s'engager à respecter.

b/. La discussion sur les grands contours de la constitution du pays. Une Commission constitutionnelle serait chargée ensuite de la rédiger suivant les orientations fournies par la Conférence.

c/. La fixation d'un calendrier précis sur la mise en place des institutions démocratiques dans notre pays.

d/. La formation d'un gouvernement de transition qui soit le reflet de toutes les sensibilités politiques qui auraient participé à cette Conférence.

e/. La détermination des modalités de gestion et d'accès aux médias publics de manière à ce que toutes les sensibilités politiques et sociales qui le souhaitent puissent s'exprimer à travers eux.

f/. L'analyse et la détermination de la politique de financement des futurs partis politiques.

11.- Telle est la contribution que nous voudrions apporter en ces moments où notre pays se trouve dans une phase déterminante pour son avenir. Nous souhaitons que cet avenir repose sur un vaste consensus national. Il est donc indispensable que dans cette quête d' une voie de gestion démocratique de notre pays nul ne cherche à exercer la domination sur les autres. Comme du reste il ne faut pas tricher.

Nous avons parlé de la fixation d'un calendrier précis pour les futures échéances politiques. S'il résulte du consensus national que nous appelons de tous nos vœux, rien n'empêchera que tous les protagonistes, assurés que personne ne cherche à contourner les autres, le respecteront et l'exécuteront scrupuleusement. Il faudra du reste se donner tout le temps nécessaire pour l' exécuter au lieu de verser dans la précipitation comme certains signes l'attestent aujourd'hui au sein du parti UPRONA.

Nous voulons que soit promue l'égalité de chances pour tous dans la justice et l' équité. Nous voulons que ces changements qui pointent à l' horizon interviennent dans la paix, la tolérance et le respect mutuel.

Pour ce qui nous concerne, nous n'épargnerons rien qui soit dans nos possibilités pour que cette transition se fasse dans la paix, sans exclusive quelconque et sans tricherie. Cette transition doit être pensée et menée de façon à satisfaire tous les protagonistes des changements de demain et garantir par là les intérêts vitaux et inaliénables du peuple Burundais.

L'histoire nous jugera à travers la manière dont nous aurons appréhendé cette période si cruciale pour l'avenir de notre pays. Elle nous jugera également sur base des comportements que nous aurons adoptés.

Demain, le Peuple Burundais appréciera .

QUE LA DEMOCRATIE TRIOMPHE
DANS LA PAIX, LA TOLERANCE
ET LE RESPECT MUTUEL ENTRE TOUS.

Bujumbura, le 15 janvier 1991

OBJET: Transmission d' une
réflexion sur la
gestion de la deuxième
phase de transition.

A Son Excellence le Major
Pierre BUYOYA, Président du
Comité Central du Parti
UPRONA et Président de la
République
à
Bujumbura.

Excellence Monsieur le Président,

Nous avons l' honneur de Vous transmettre quelques réflexions, contenues dans le document ci-annexé, relatives à la gestion de cette deuxième phase de transition qui vient de commencer avec la mise en place du Comité Central du Parti UPRONA donné en remplacement du Comité Militaire pour le Salut National.

Ces réflexions rencontrent, nous en sommes certains, l' adhésion d' un nombre important de Bururndi soucieux de construire dans la paix, la justice et l' équité " un pays sûr pour tous et pour chacun " .

Nous nourrissons de profonds espoirs que ces réflexions seront tenues en considération dans la programmation des échéances politiques futures dans le souci de fonder l' édifice politique national sur un vaste consensus national.

Nous réitérons notre voeu de voir l' avenir politique de notre pays être pensé et construit loyalement en associant chaque fois tous les protagonistes des changements indispensables aux actions entreprises afin d' assurer à notre pays un avenir meilleur.

Excellence Monsieur le Président,

Ce souci d' un avenir commun, pensé et partagé par toutes les filles et tous les fils du Burundi, nous amène à Vous demander avec insistance de penser à l' organisation et à la convocation d' une Conférence Nationale où se rencontreraient toutes les sensibilités politiques, sociales et morales qui pensent influencer ou qui influent déjà sur l' avenir de notre pays.

Nous espérons que nos réflexions seront analysées avec autant d'attention qu'elles méritent et affirmons notre pleine disponibilité pour la réussite de cette entreprise.

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Pour le Comité Directeur National
du Front pour la Démocratie au Burundi.
- Le FRODEBU -

Le Secrétaire Général a.i.

Pontien KARIBWAMI.



TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :

- Monsieur le Premier Ministre et
Ministre du Plan.
- Monsieur le Secrétaire Général
du Parti UPRONA.
- Madame, Monsieur le Ministre (tous).
- Madame, Monsieur le Représentant du
Corps Diplomatique et Consulaire au Burundi (tous).
- Monsieur le Gouverneur de province (tous).
- Les Evêques Catholiques du Burundi (tous).
- Les Représentants des Eglises Protestantes (tous).
- Le Représentant Légal de la COMIBU.
- Les associations politiques de l'opposition
burundaises (tous).
- Presse écrite locale (Renouveau et Ndongezi).